



Le Dossier

Mobilisation citoyenne L'urgence d'agir

Le dossier lu par... Hélène Cauchoix



Les questions de participation citoyenne ont pris place dans les années quatre-vingts. Elles se sont révélées à l'époque sous trois formes. D'une part, la résistance rurale, l'auto-organisation et l'implication des citoyens et des citoyennes pour faire vivre services et économies locales. D'autre part, les luttes urbaines, la révolte contre un système et son organisation pour demander plus de justice sociale, plus de transparence et plus de place. Enfin, la controverse scientifique, l'indiscutabilité des faits scientifiques remise en question par les savoirs et les usages des habitants et des habitantes.

Depuis deux ans, la cause « militante » participative est devenue un fait, une réalité sociale avec laquelle chaque métier, chaque politique publique, chaque acteur se doit de composer. Et dernièrement, l'échelon national a été franchi grâce à ceux qui ont provoqué et ceux qui ont mis en place des processus comme le grand débat national ou la convention citoyenne sur le climat.

La participation citoyenne revêt différents niveaux d'engagement. Cela va d'une amélioration de la communication par les décideurs (présenter ce qui est décidé, pourquoi, avec une « traduction » des informations pour qu'elles soient accessibles à tous) à l'implication des habitants dans la production d'un diagnostic, la co-construction d'un projet ou d'un plan de gestion, une intégration plus participative dans les réalisations... jusqu'à une codécision.

L'habitant n'est plus uniquement un public mais devient une ressource : pour rendre plus efficace et plus juste une action en situation, pour se solidariser aux décideurs et aux élus en contribuant à une politique publique partagée, un budget participatif, des orientations révisées ensemble... Mais c'est également un financeur et un porteur de projets : il donne du temps, un engagement concret, il représente, il diffuse.

Nous observons, au sein de l'Institution de la Concertation et de la participation citoyenne, une vraie professionnalisation et une vraie diversification des praticiens de la participation : diversification des méthodes, déplacement des processus de décision, nouvelles postures. N'oublions pas que si ces démarches contribuent à donner du sens pour l'action et pour le professionnel, elles apportent aussi un inconfort : faire autrement, partager les décisions, écouter et ne plus seulement chercher à convaincre, partir des besoins. Les pratiques continuent à s'inventer sur les territoires, ce dossier nous en raconte certaines. Ils ont osé, ils se sont donné le droit à l'erreur et au dialogue permanent. Continuons à partager nos bonnes idées pour apprendre tout au long de la vie, la participation citoyenne est aussi de l'éco-formation.